**Mesdames et Messieurs les Présidentes et Présidents de conseil départemental**

**Mesdames et Messieurs les Payeuses et Payeurs départementaux**

**La Directrice**

**Paris, le 29 septembre 2022**

**Julie Reynaud – tél. : 01 53 91 21 71**

[**julie.reynaud@cnsa.fr**](mailto:julie.reynaud@cnsa.fr)

**Direction du Financement de l’offre**

**Objet : Notification des concours définitifs de la CNSA destinés au financement de l’APA et de la PCH – Exercice 2021**

**P.J**. : pièces jointes (tableaux) :

Concours APA 1re part et quote-part COM/définitif

Concours APA 2de part et échéancier d’acomptes/définitif

Concours PCH et quote-part COM/définitif

Copies : Monsieur le président de l’ADF

Mesdames et Messieurs les Directrices et Directeurs de l’administration : DGCS, DGCL, DSS, DB, DGFiP

Mesdames et Messieurs les Préfètes et Préfets de département

Mesdames et Messieurs les Directrices et Directeurs financiers des services départementaux

La présente notification a pour objet de vous informer de la répartition entre les départements des concours définitifs de la CNSA au titre de l’allocation personnalisée d’autonomie (APA 1 et APA 2) et de la prestation de compensation du handicap (PCH) pour l’année 2021.

# Évolution juridique (rappel)

Comme indiqué dans la notification du 9 février 2021, conformément à la loi n° 2019-816 du 2 août 2019 relative aux compétences de la Collectivité européenne d’Alsace, les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin sont regroupés sous le nom de « Collectivité européenne d'Alsace », qui leur succède à compter du 1er janvier 2021.

La collectivité est éligible à l’ensemble des autres concours versés par la CNSA dans les mêmes conditions que les autres collectivités et que pour les anciennes collectivités (Haut-Rhin et du Bas-Rhin).

# Répartition des soldes des concours APA et PCH 2021

Plafonnement des concours indiqué à l’article L223-9[[1]](#footnote-1)

Le montant global du concours APA (APA1+ APA2) est limité à 7,70 % des contributions suivantes : contribution de solidarité pour l'autonomie (CSA), contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie (CASA) et une fraction du produit de la contribution sociale généralisée (CSG). Pour 2021, ce montant total s’élève ainsi à 2 454 149 913,84 €.

Le montant du concours APA2 est limité à 61,4 % du produit de la CASA. Pour l’exercice 2021, ce montant s’élève à 480 853 282,07 €.

Le montant du concours PCH est limité à 2,00 % des contributions CSA, CASA et d’une fraction du produit de la CSG. Pour 2021, ce montant s’élève ainsi à 637 441 536,06 €.

Solde du concours au titre de l’APA 1

En 2021, le montant prévisionnel du concours annuel inscrit au budget initial de la CNSA était de   
1 992,34 M€. Le montant total des acomptes, équivalent à 90 % de ce concours prévisionnel, s’est élevé à **1 793,1 M€**.

Le montant des produits et des charges enregistrés à la clôture des comptes de la CNSA pour l’exercice 2021, entrant dans le calcul du concours définitif de l’APA1, aboutit au montant de **1 973,30 M€[[2]](#footnote-2)**. Le solde du concours 2021 à verser en septembre 2022 s’élève donc à **180,19 M€**.

La réception de l’ensemble des pièces prévues par l’article R. 178-13 du code de la sécurité sociale (CSS) a permis, conformément aux dispositions de l’article R. 178-7, de procéder à la répartition du concours définitif dû au titre de l’année 2021 entre chaque département, puis au calcul du solde à verser.

La répartition est d’abord effectuée en actualisant les quatre critères retenus pour cette opération, c’est-à-dire : la part relative de la population départementale de plus de 75 ans, la part relative de la dépense d’APA départementale, le potentiel fiscal et la part relative des bénéficiaires du RSA.

Le solde du concours est ensuite déterminé pour chaque département par différence entre, d’une part, le montant du concours définitif réparti au prorata des quatre critères actualisés, dans le respect de la « clause de garantie », et le montant des acomptes versés en 2021 d’autre part.

Pour mémoire, l’article L. 223-11 garantit à chaque département que sa dépense nette d’APA, après déduction des concours APA1 et APA2, n’excède pas un pourcentage de son potentiel fiscal[[3]](#footnote-3). C’est la première part du concours des départements concernés qui est ensuite majorée ou minorée par l’application de la garantie.

Solde du concours au titre de l’APA 2

Le montant prévisionnel du concours annuel a été fixé pour 2021, conformément à l’article R. 178-12, sur la base du montant définitif du concours APA2 attribué au titre de l’avant-dernière année, soit 2019. Par conséquent, le concours prévisionnel APA2 pour 2021 s’est établi à 387,4 M€. Le montant total des acomptes, équivalent à 90 % de ce concours prévisionnel, s’est élevé sur cette base à **348,7 M€**.

La réception de l’ensemble des pièces prévues par l’article R. 178-13 a permis, conformément aux dispositions de l’article R178-14, de procéder à la répartition du concours définitif dû au titre de l’année 2021 entre chaque département puis au calcul du solde à verser.

Le montant définitif du concours APA2 est déterminé selon les dispositions de l’article R. 178-8, par la différence entre le montant des dépenses France entière d’APA à domicile 2015 et celui des dépenses France entière d’APA à domicile de l’année de répartition (2021), augmentées de 25,65 M€, dans la limite de la ressource affectée à sa compensation, soit **480,85 M€.**

La répartition entre les départements est effectuée au prorata de la part de chaque département dans la charge nouvelle résultant des dispositions de la loi d’adaptation de la société au vieillissement (ASV) relatives à la revalorisation des plafonds APA et la modification des règles de participation financière de leurs bénéficiaires (précisé à l’annexe 2.10 du code de l’action sociale et des familles). Le solde du concours attribué à chaque département résulte de la différence entre le montant définitif ainsi calculé et le montant des acomptes versés en 2021, soit **132,15 M€**.

## Solde du concours au titre de la PCH

En 2021, le montant prévisionnel du concours annuel inscrit au budget initial était de 618,11 M€.   
Le montant total des acomptes correspondant à 90 % de ce concours s’est élevé à **556,3 M€**.

Le montant des produits et des charges enregistrés à la clôture des comptes de la CNSA pour l’exercice 2021, entrant dans le calcul du concours définitif de la PCH, aboutit au montant de **637,44 M€**. Le solde du concours 2021 à verser en septembre 2022 s’élève donc à **81,14 M€**.

La réception de l’ensemble des pièces prévues par l’article R. 178-5 a permis la répartition du concours définitif, conformément aux dispositions de l’article R. 178-1.

La répartition est d’abord effectuée en actualisant les critères retenus pour cette opération, c’est-à-dire : la part relative de la population départementale d’âge actif, la part relative des bénéficiaires de diverses prestations de solidarité en rapport avec le handicap (AAH, AEEH, pensions d’invalidité, PCH et ACTP), ainsi que le potentiel fiscal du département.

Le solde du concours est ensuite déterminé pour chaque département en effectuant la différence entre, d’une part, le montant du concours définitif réparti au prorata des critères actualisés, dans le respect d’une « clause de garantie » identique au concours APA, et le montant des acomptes versés en 2021 d’autre part.

Vous trouverez les tableaux de répartition définitive des trois concours en pièces jointes à cette notification.

# Modalités de versement des soldes

Pour les trois concours APA 1, APA 2 et PCH, si le solde est positif, il fait l’objet d’un versement complémentaire par la CNSA. Dans le cas d’un solde négatif, son montant sera repris sur les acomptes 2022 versés après l’envoi de la notification et éventuellement sur les acomptes suivants, dans la limite d’une année après celle de répartition des soldes (articles R. 178-6 et R. 178-14).

# Délais de recours

Le présent document est contestable pendant deux mois à compter de sa date de notification. Le recours éventuel est à adresser à la directrice de la CNSA. En cas de recours contentieux, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Paris.

La présente note ainsi que les tableaux de répartition sont publiés sur le site internet de la CNSA, Rubrique « Budget et Financement », « Concours aux départements », « Concours APA (ou PCH) », Documents à télécharger : « Notification définitive des concours 2021 ».

La direction du financement de l’offre de la CNSA est à votre disposition et à celle de vos services pour répondre à toute demande d’information complémentaire.

Virginie Magnant

**Concours définitifs APA – première part et seconde part année 2021**

| **Département** | **Montant du concours APA 1 pour 2021** | **Acomptes versés par la CNSA en 2021** | **Solde à verser/reprendre** | **Montant du concours APA 2 pour 2021** | **Acomptes versés par la CNSA en 2021** | **Solde à verser/reprendre** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| 01 Ain | 14 485 360 | 12 930 000 | 1 555 360 | 2 933 205 | 2 124 000 | 809 205 |
| 02 Aisne | 18 647 230 | 17 288 000 | 1 359 230 | 5 289 386 | 3 840 000 | 1 449 386 |
| 03 Allier | 17 301 021 | 16 048 000 | 1 253 021 | 3 125 546 | 2 268 000 | 857 546 |
| 04 Alpes-de-Haute-Provence | 6 714 007 | 6 116 000 | 598 007 | 1 586 816 | 1 152 000 | 434 816 |
| 05 Hautes-Alpes | 5 130 120 | 4 708 000 | 422 120 | 1 250 219 | 912 000 | 338 219 |
| 06 Alpes-Maritimes | 33 835 954 | 30 989 000 | 2 846 954 | 9 905 578 | 7 188 000 | 2 717 578 |
| 07 Ardèche | 13 876 572 | 12 570 000 | 1 306 572 | 2 933 205 | 2 124 000 | 809 205 |
| 08 Ardennes | 10 675 031 | 9 756 000 | 919 031 | 3 125 546 | 2 268 000 | 857 546 |
| 09 Ariège | 7 238 991 | 6 491 000 | 747 991 | 1 394 475 | 1 008 000 | 386 475 |
| 10 Aube | 11 225 694 | 10 205 000 | 1 020 694 | 2 885 120 | 2 088 000 | 797 120 |
| 11 Aude | 17 152 890 | 15 774 000 | 1 378 890 | 2 788 949 | 2 028 000 | 760 949 |
| 12 Aveyron | 14 625 168 | 13 238 000 | 1 387 168 | 3 125 546 | 2 268 000 | 857 546 |
| 13 Bouches-du-Rhône | 61 839 647 | 56 450 000 | 5 389 647 | 13 608 148 | 9 864 000 | 3 744 148 |
| 14 Calvados | 22 537 591 | 20 599 000 | 1 938 591 | 6 539 605 | 4 740 000 | 1 799 605 |
| 15 Cantal | 8 079 922 | 7 550 000 | 529 922 | 1 490 645 | 1 080 000 | 410 645 |
| 16 Charente | 15 465 413 | 14 270 000 | 1 195 413 | 3 125 546 | 2 268 000 | 857 546 |
| 17 Charente-Maritime | 27 079 851 | 24 642 000 | 2 437 851 | 5 193 215 | 3 768 000 | 1 425 215 |
| 18 Cher | 12 774 204 | 12 101 000 | 673 204 | 2 740 864 | 1 992 000 | 748 864 |
| 19 Corrèze | 10 672 250 | 10 092 000 | 580 250 | 2 500 437 | 1 812 000 | 688 437 |
| 20 Collectivité de Corse | 15 829 965 | 13 654 000 | 2 175 965 | 5 097 045 | 3 696 000 | 1 401 045 |
| 21 Côte-d'Or | 15 670 753 | 14 224 000 | 1 446 753 | 3 221 717 | 2 340 000 | 881 717 |
| 22 Côtes-d'Armor | 26 338 166 | 24 406 000 | 1 932 166 | 3 654 485 | 2 652 000 | 1 002 485 |
| 23 Creuse | 15 042 590 | 12 935 000 | 2 107 590 | 1 586 816 | 1 152 000 | 434 816 |
| 24 Dordogne | 21 454 773 | 19 446 000 | 2 008 773 | 3 269 802 | 2 376 000 | 893 802 |
| 25 Doubs | 15 735 925 | 14 540 000 | 1 195 925 | 4 712 362 | 3 420 000 | 1 292 362 |
| 26 Drôme | 17 912 559 | 15 971 000 | 1 941 559 | 3 558 314 | 2 580 000 | 978 314 |
| 27 Eure | 15 390 329 | 14 588 000 | 802 329 | 3 702 570 | 2 688 000 | 1 014 570 |
| 28 Eure-et-Loir | 12 771 749 | 11 799 000 | 972 749 | 2 692 778 | 1 956 000 | 736 778 |
| 29 Finistère | 32 963 833 | 30 904 000 | 2 059 833 | 6 106 837 | 4 428 000 | 1 678 837 |
| 30 Gard | 26 900 379 | 24 490 000 | 2 410 379 | 6 491 519 | 4 704 000 | 1 787 519 |
| 31 Haute-Garonne | 33 868 965 | 31 185 000 | 2 683 965 | 12 021 332 | 8 712 000 | 3 309 332 |
| 32 Gers | 10 332 985 | 9 816 000 | 516 985 | 2 163 840 | 1 572 000 | 591 840 |
| 33 Gironde | 43 828 627 | 39 265 000 | 4 563 627 | 13 752 404 | 9 972 000 | 3 780 404 |
| 34 Hérault | 44 700 449 | 40 394 000 | 4 306 449 | 14 233 257 | 10 320 000 | 3 913 257 |
| 35 Ille-et-Vilaine | 30 601 458 | 27 491 000 | 3 110 458 | 5 433 642 | 3 936 000 | 1 497 642 |
| 36 Indre | 10 757 449 | 9 900 000 | 857 449 | 1 875 328 | 1 356 000 | 519 328 |
| 37 Indre-et-Loire | 20 434 435 | 18 957 000 | 1 477 435 | 3 365 973 | 2 436 000 | 929 973 |
| 38 Isère | 35 343 375 | 31 393 000 | 3 950 375 | 9 665 151 | 7 008 000 | 2 657 151 |
| 39 Jura | 8 921 182 | 8 377 000 | 544 182 | 1 250 219 | 912 000 | 338 219 |
| 40 Landes | 16 637 455 | 14 873 000 | 1 764 455 | 3 510 229 | 2 544 000 | 966 229 |
| 41 Loir-et-Cher | 13 883 922 | 12 682 000 | 1 201 922 | 2 740 864 | 1 992 000 | 748 864 |
| 42 Loire | 28 558 851 | 26 471 000 | 2 087 851 | 4 279 594 | 3 108 000 | 1 171 594 |
| 43 Haute-Loire | 9 287 096 | 8 523 000 | 764 096 | 1 202 133 | 876 000 | 326 133 |
| 44 Loire-Atlantique | 33 995 120 | 30 665 000 | 3 330 120 | 4 904 703 | 3 552 000 | 1 352 703 |
| 45 Loiret | 19 668 872 | 18 067 000 | 1 601 872 | 6 299 178 | 4 572 000 | 1 727 178 |
| 46 Lot | 10 430 575 | 9 635 000 | 795 575 | 2 452 352 | 1 776 000 | 676 352 |
| 47 Lot-et-Garonne | 15 532 529 | 14 393 000 | 1 139 529 | 3 173 632 | 2 304 000 | 869 632 |
| 48 Lozère | 3 579 249 | 3 303 000 | 276 249 | 384 683 | 276 000 | 108 683 |
| 49 Maine-et-Loire | 26 018 315 | 24 406 000 | 1 612 315 | 2 452 352 | 1 776 000 | 676 352 |
| 50 Manche | 18 526 631 | 17 330 000 | 1 196 631 | 3 221 717 | 2 340 000 | 881 717 |
| 51 Marne | 14 144 901 | 13 148 000 | 996 901 | 2 788 949 | 2 028 000 | 760 949 |
| 52 Haute-Marne | 7 134 818 | 6 565 000 | 569 818 | 1 250 219 | 912 000 | 338 219 |
| 53 Mayenne | 10 979 845 | 10 075 000 | 904 845 | 961 707 | 696 000 | 265 707 |
| 54 Meurthe-et-Moselle | 22 650 045 | 21 540 000 | 1 110 045 | 5 529 813 | 4 008 000 | 1 521 813 |
| 55 Meuse | 6 638 367 | 6 294 000 | 344 367 | 1 009 792 | 732 000 | 277 792 |
| 56 Morbihan | 29 080 834 | 26 173 000 | 2 907 834 | 4 808 533 | 3 492 000 | 1 316 533 |
| 57 Moselle | 27 727 026 | 26 563 000 | 1 164 026 | 7 260 885 | 5 268 000 | 1 992 885 |
| 58 Nièvre | 10 443 152 | 9 684 000 | 759 152 | 1 971 498 | 1 428 000 | 543 498 |
| 59 Nord | 71 360 748 | 64 072 000 | 7 288 748 | 15 050 708 | 10 908 000 | 4 142 708 |
| 60 Oise | 17 366 115 | 14 982 000 | 2 384 115 | 3 991 082 | 2 892 000 | 1 099 082 |
| 61 Orne | 13 332 164 | 12 287 000 | 1 045 164 | 2 356 181 | 1 704 000 | 652 181 |
| 62 Pas-de-Calais | 49 468 323 | 46 867 000 | 2 601 323 | 16 637 524 | 12 060 000 | 4 577 524 |
| 63 Puy-de-Dôme | 20 376 391 | 19 290 000 | 1 086 391 | 4 952 789 | 3 588 000 | 1 364 789 |
| 64 Pyrénées-Atlantiques | 25 879 586 | 23 529 000 | 2 350 586 | 5 625 983 | 4 080 000 | 1 545 983 |
| 65 Hautes-Pyrénées | 12 295 940 | 11 759 000 | 536 940 | 3 606 400 | 2 616 000 | 990 400 |
| 66 Pyrénées-Orientales | 20 914 792 | 19 395 000 | 1 519 792 | 4 856 618 | 3 516 000 | 1 340 618 |
| 67-68 Collectivité européenne d'Alsace | 47 856 842 | 45 024 000 | 2 832 842 | 13 079 209 | 9 492 000 | 3 587 209 |
| 69 Rhône | 12 244 022 | 10 960 000 | 1 284 022 | 3 221 717 | 2 340 000 | 881 717 |
| 69 Métropole de Lyon | 30 738 720 | 27 770 000 | 2 968 720 | 9 617 066 | 6 972 000 | 2 645 066 |
| 70 Haute-Saône | 8 086 241 | 7 535 000 | 551 241 | 1 250 219 | 912 000 | 338 219 |
| 71 Saône-et-Loire | 24 358 806 | 22 961 000 | 1 397 806 | 4 327 680 | 3 132 000 | 1 195 680 |
| 72 Sarthe | 19 627 951 | 18 092 000 | 1 535 951 | 2 885 120 | 2 088 000 | 797 120 |
| 73 Savoie | 10 221 909 | 9 410 000 | 811 909 | 3 077 461 | 2 232 000 | 845 461 |
| 74 Haute-Savoie | 13 037 509 | 11 774 000 | 1 263 509 | 4 904 703 | 3 552 000 | 1 352 703 |
| 75 Paris | 1 105 667 | 2 009 000 | -903 333 | 16 541 353 | 11 988 000 | 4 553 353 |
| 76 Seine-Maritime | 36 720 270 | 34 261 000 | 2 459 270 | 12 021 332 | 8 712 000 | 3 309 332 |
| 77 Seine-et-Marne | 19 714 053 | 17 928 000 | 1 786 053 | 6 635 775 | 4 812 000 | 1 823 775 |
| 78 Yvelines | 17 607 820 | 16 625 000 | 982 820 | 7 597 482 | 5 508 000 | 2 089 482 |
| 79 Deux-Sèvres | 14 823 126 | 13 612 000 | 1 211 126 | 1 875 328 | 1 356 000 | 519 328 |
| 80 Somme | 18 220 170 | 16 972 000 | 1 248 170 | 5 529 813 | 4 008 000 | 1 521 813 |
| 81 Tarn | 18 094 726 | 16 996 000 | 1 098 726 | 3 702 570 | 2 688 000 | 1 014 570 |
| 82 Tarn-et-Garonne | 10 020 903 | 9 245 000 | 775 903 | 2 260 010 | 1 644 000 | 616 010 |
| 83 Var | 40 270 845 | 35 937 000 | 4 333 845 | 11 877 076 | 8 616 000 | 3 261 076 |
| 84 Vaucluse | 17 935 502 | 16 022 000 | 1 913 502 | 3 702 570 | 2 688 000 | 1 014 570 |
| 85 Vendée | 23 246 241 | 20 282 000 | 2 964 241 | 2 163 840 | 1 572 000 | 591 840 |
| 86 Vienne | 16 516 432 | 15 078 000 | 1 438 432 | 2 163 840 | 1 572 000 | 591 840 |
| 87 Haute-Vienne | 15 388 552 | 14 604 000 | 784 552 | 3 558 314 | 2 580 000 | 978 314 |
| 88 Vosges | 13 406 631 | 12 597 000 | 809 631 | 1 971 498 | 1 428 000 | 543 498 |
| 89 Yonne | 13 135 149 | 11 936 000 | 1 199 149 | 2 163 840 | 1 572 000 | 591 840 |
| 90 Territoire de Belfort | 4 802 374 | 4 408 000 | 394 374 | 1 250 219 | 912 000 | 338 219 |
| 91 Essonne | 19 224 359 | 17 002 000 | 2 222 359 | 5 481 727 | 3 972 000 | 1 509 727 |
| 92 Hauts-de-Seine | 3 985 900 | 4 481 000 | -495 100 | 8 030 250 | 5 820 000 | 2 210 250 |
| 93 Seine-Saint-Denis | 23 726 621 | 23 176 000 | 550 621 | 10 723 028 | 7 776 000 | 2 947 028 |
| 94 Val-de-Marne | 22 023 539 | 20 890 000 | 1 133 539 | 8 703 444 | 6 312 000 | 2 391 444 |
| 95 Val-d'Oise | 16 275 156 | 15 074 000 | 1 201 156 | 6 154 922 | 4 464 000 | 1 690 922 |
| 971 Guadeloupe | 17 030 509 | 15 871 000 | 1 159 509 | 3 414 058 | 2 472 000 | 942 058 |
| 972 Martinique | 21 662 006 | 17 787 000 | 3 875 006 | 3 510 229 | 2 544 000 | 966 229 |
| 973 Guyane | 3 474 822 | 3 277 000 | 197 822 | 240 427 | 180 000 | 60 427 |
| 974 Réunion | 54 636 249 | 32 638 000 | 21 998 249 | 6 058 751 | 4 392 000 | 1 666 751 |
| 975 Saint-Pierre-et-Miquelon | 163 807 | 140 000 | 23 807 | 48 085 | 36 000 | 12 085 |
| 976 Mayotte | 3 070 054 | 1 875 000 | 1 195 054 | 288 512 | 204 000 | 84 512 |
| 977 Saint-Barthélemy | 135 695 | 148 000 | -12 305 | 48 085 | 36 000 | 12 085 |
| 978 Saint-Martin | 638 921 | 588 000 | 50 921 | 96 171 | 72 000 | 24 171 |
| Total | 1 973 296 632 | 1 793 108 000 | 180 188 632 | 480 853 282 | 348 708 000 | 132 145 282 |

**Concours PCH année 2021/définitif**

| **DÉPARTEMENT** | **Montant du concours PCH pour 2021** | **Acomptes versés par la CNSA au titre de 2021** | **Solde final à verser/reprendre** |
| --- | --- | --- | --- |
| 01 Ain | 5 521 824 | 4 760 000 | 761 824 |
| 02 Aisne | 5 546 051 | 4 698 000 | 848 051 |
| 03 Allier | 3 525 402 | 3 135 000 | 390 402 |
| 04 Alpes-de-Haute-Provence | 1 581 838 | 1 302 000 | 279 838 |
| 05 Hautes-Alpes | 1 342 458 | 1 174 000 | 168 458 |
| 06 Alpes-Maritimes | 8 439 781 | 7 381 000 | 1 058 781 |
| 07 Ardèche | 3 061 661 | 2 698 000 | 363 661 |
| 08 Ardennes | 2 797 356 | 2 479 000 | 318 356 |
| 09 Ariège | 1 534 749 | 1 340 000 | 194 749 |
| 10 Aube | 3 071 389 | 2 652 000 | 419 389 |
| 11 Aude | 4 634 688 | 3 950 000 | 684 688 |
| 12 Aveyron | 3 007 574 | 2 458 000 | 549 574 |
| 13 Bouches-du-Rhône | 21 473 223 | 18 668 000 | 2 805 223 |
| 14 Calvados | 6 253 369 | 5 441 000 | 812 369 |
| 15 Cantal | 1 469 718 | 1 265 000 | 204 718 |
| 16 Charente | 3 416 126 | 2 974 000 | 442 126 |
| 17 Charente-Maritime | 5 884 550 | 5 336 000 | 548 550 |
| 18 Cher | 3 415 807 | 2 995 000 | 420 807 |
| 19 Corrèze | 2 049 926 | 1 885 000 | 164 926 |
| 20 Collectivité de Corse | 4 031 771 | 3 368 000 | 663 771 |
| 21 Côte-d'Or | 5 139 081 | 4 459 000 | 680 081 |
| 22 Côtes-d'Armor | 5 131 297 | 4 772 000 | 359 297 |
| 23 Creuse | 1 268 133 | 1 131 000 | 137 133 |
| 24 Dordogne | 3 729 834 | 3 236 000 | 493 834 |
| 25 Doubs | 5 159 260 | 4 559 000 | 600 260 |
| 26 Drôme | 5 145 367 | 4 424 000 | 721 367 |
| 27 Eure | 6 088 913 | 5 678 000 | 410 913 |
| 28 Eure-et-Loir | 3 907 380 | 3 353 000 | 554 380 |
| 29 Finistère | 9 280 418 | 8 142 000 | 1 138 418 |
| 30 Gard | 6 779 900 | 6 033 000 | 746 900 |
| 31 Haute-Garonne | 15 037 936 | 12 883 000 | 2 154 936 |
| 32 Gers | 2 181 652 | 1 834 000 | 347 652 |
| 33 Gironde | 17 402 740 | 15 197 000 | 2 205 740 |
| 34 Hérault | 12 423 561 | 10 829 000 | 1 594 561 |
| 35 Ille-et-Vilaine | 10 605 908 | 9 217 000 | 1 388 908 |
| 36 Indre | 2 289 540 | 2 007 000 | 282 540 |
| 37 Indre-et-Loire | 5 106 265 | 4 459 000 | 647 265 |
| 38 Isère | 13 719 933 | 11 982 000 | 1 737 933 |
| 39 Jura | 2 603 692 | 2 256 000 | 347 692 |
| 40 Landes | 3 430 700 | 2 974 000 | 456 700 |
| 41 Loir-et-Cher | 3 154 720 | 2 851 000 | 303 720 |
| 42 Loire | 7 845 854 | 7 003 000 | 842 854 |
| 43 Haute-Loire | 2 863 622 | 2 308 000 | 555 622 |
| 44 Loire-Atlantique | 13 541 105 | 11 849 000 | 1 692 105 |
| 45 Loiret | 5 604 637 | 4 916 000 | 688 637 |
| 46 Lot | 1 666 114 | 1 487 000 | 179 114 |
| 47 Lot-et-Garonne | 3 160 675 | 2 701 000 | 459 675 |
| 48 Lozère | 978 365 | 884 000 | 94 365 |
| 49 Maine-et-Loire | 7 651 383 | 6 827 000 | 824 383 |
| 50 Manche | 4 889 772 | 4 354 000 | 535 772 |
| 51 Marne | 5 299 077 | 4 610 000 | 689 077 |
| 52 Haute-Marne | 1 926 786 | 1 737 000 | 189 786 |
| 53 Mayenne | 2 930 402 | 2 556 000 | 374 402 |
| 54 Meurthe-et-Moselle | 7 249 190 | 6 379 000 | 870 190 |
| 55 Meuse | 1 676 826 | 1 573 000 | 103 826 |
| 56 Morbihan | 6 670 938 | 5 888 000 | 782 938 |
| 57 Moselle | 9 457 954 | 8 280 000 | 1 177 954 |
| 58 Nièvre | 2 290 806 | 2 125 000 | 165 806 |
| 59 Nord | 28 652 075 | 25 715 000 | 2 937 075 |
| 60 Oise | 8 730 762 | 7 667 000 | 1 063 762 |
| 61 Orne | 2 620 854 | 2 375 000 | 245 854 |
| 62 Pas-de-Calais | 15 789 848 | 13 938 000 | 1 851 848 |
| 63 Puy-de-Dôme | 6 097 580 | 5 334 000 | 763 580 |
| 64 Pyrénées-Atlantiques | 6 715 987 | 5 863 000 | 852 987 |
| 65 Hautes-Pyrénées | 2 555 248 | 2 153 000 | 402 248 |
| 66 Pyrénées-Orientales | 5 062 065 | 4 323 000 | 739 065 |
| 67-68 Collectivité européenne d'Alsace | 17 231 364 | 15 125 000 | 2 106 364 |
| 69 Rhône | 3 857 892 | 3 455 000 | 402 892 |
| 69 Métropole de Lyon | 13 754 550 | 12 183 000 | 1 571 550 |
| 70 Haute-Saône | 2 119 472 | 1 859 000 | 260 472 |
| 71 Saône-et-Loire | 5 541 749 | 4 865 000 | 676 749 |
| 72 Sarthe | 5 499 594 | 4 498 000 | 1 001 594 |
| 73 Savoie | 3 392 890 | 3 047 000 | 345 890 |
| 74 Haute-Savoie | 6 802 188 | 5 890 000 | 912 188 |
| 75 Paris | 13 622 318 | 12 278 000 | 1 344 318 |
| 76 Seine-Maritime | 12 301 385 | 10 389 000 | 1 912 385 |
| 77 Seine-et-Marne | 12 830 145 | 10 940 000 | 1 890 145 |
| 78 Yvelines | 10 922 425 | 9 527 000 | 1 395 425 |
| 79 Deux-Sèvres | 3 702 267 | 3 307 000 | 395 267 |
| 80 Somme | 5 828 046 | 5 148 000 | 680 046 |
| 81 Tarn | 3 918 443 | 3 454 000 | 464 443 |
| 82 Tarn-et-Garonne | 2 789 131 | 2 664 000 | 125 131 |
| 83 Var | 9 927 855 | 8 640 000 | 1 287 855 |
| 84 Vaucluse | 4 942 458 | 4 334 000 | 608 458 |
| 85 Vendée | 6 238 168 | 5 696 000 | 542 168 |
| 86 Vienne | 3 830 809 | 3 306 000 | 524 809 |
| 87 Haute-Vienne | 3 620 608 | 3 329 000 | 291 608 |
| 88 Vosges | 3 166 208 | 2 807 000 | 359 208 |
| 89 Yonne | 3 481 079 | 2 980 000 | 501 079 |
| 90 Territoire de Belfort | 1 292 232 | 1 130 000 | 162 232 |
| 91 Essonne | 11 038 976 | 9 742 000 | 1 296 976 |
| 92 Hauts-de-Seine | 10 808 985 | 8 996 000 | 1 812 985 |
| 93 Seine-Saint-Denis | 16 053 049 | 13 927 000 | 2 126 049 |
| 94 Val-de-Marne | 12 000 418 | 10 375 000 | 1 625 418 |
| 95 Val-d'Oise | 10 352 182 | 9 087 000 | 1 265 182 |
| 971 Guadeloupe | 4 594 008 | 3 715 000 | 879 008 |
| 972 Martinique | 4 567 023 | 3 596 000 | 971 023 |
| 973 Guyane | 2 289 425 | 1 917 000 | 372 425 |
| 974 Réunion | 10 152 231 | 8 482 000 | 1 670 231 |
| 975 Saint-Pierre-et-Miquelon | 94 103 | 79 000 | 15 103 |
| 976 Mayotte | 951 010 | 127 000 | 824 010 |
| 977 Saint-Barthélemy | 80 825 | 63 000 | 17 825 |
| 978 Saint-Martin | 272 609 | 259 000 | 13 609 |
| Total | 637 441 536 | 556 296 000 | 81 145 536 |

1. Sauf indication contraire, les articles mentionnés dans cette note font référence au code de la Sécurité sociale, suite à la publication du décret n° 2022-980 du 2 juillet 2022 relatif à la mise en œuvre de la cinquième branche du régime général de la sécurité sociale relative à l'autonomie [↑](#footnote-ref-1)
2. Compte tenu du plafond mentionné ci-dessus, le montant du concours APA1 est déterminé par l’opération suivante : 2 454 149 913,84 € (montant plafond des concours APA1 et APA2) - 480 853 282,07 € (montant plafonné APA 2) = 1 973 296 631,77 € [↑](#footnote-ref-2)
3. Taux de 30 % fixé par arrêté en date du 16 novembre 2006, conformément aux dispositions de l’article R. 178-10 [↑](#footnote-ref-3)